



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

CES/2005/25
24 mars 2005

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION DE STATISTIQUE et
COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE
CONFÉRENCE DES STATISTICIENS EUROPÉENS

Cinquante-troisième réunion plénière
(Genève, 13-15 juin 2005)

MESURE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE: L'EXPÉRIENCE ESPAGNOLE

Communication sollicitée présentée par l'Institut national de statistique de l'Espagne¹

INTRODUCTION

1. Depuis la publication du Rapport de la Commission Brundtland, en 1987, un effort a été entrepris à l'échelle mondiale pour mesurer les multiples aspects du développement durable. En particulier, l'initiative menée par l'ONU pour élaborer un ensemble d'indicateurs du développement durable a été reprise par l'OCDE et par d'autres organismes nationaux et internationaux.
2. Le développement durable comportant des données économiques, sociales et environnementales, l'élaboration d'un ensemble d'indicateurs en la matière pose de nombreux problèmes aux organismes publics de statistique. La conception de nouveaux cadres théoriques, l'extension de la couverture statistique et la coordination de la production de données en provenance de nombreuses sources différentes figurent parmi les multiples tâches qui doivent être menées à bien.
3. L'Institut national de statistique de l'Espagne (INE) a commencé à traiter partiellement certains des aspects du développement durable à la fin des années 80 dans la publication annuelle des *Indicateurs sociaux de l'Espagne*. Néanmoins l'élaboration d'un ensemble d'indicateurs basé sur les trois piliers du développement durable constitue un projet très récent.

¹ Préparée par Abilio Angulo, Cesar Berrade, Maria Luisa Egido, Pedro Revilla et Jorge Saralegui.

4. L'INE produit des indicateurs du développement durable dans le contexte d'Eurostat, guidé par les priorités politiques en matière de développement durable définies en juin 2001 lors de la réunion du Conseil européen de Göteborg.

5. La principale des difficultés spécifiques rencontrées par l'Espagne lors de l'élaboration d'un ensemble d'indicateurs du développement durable réside dans le manque de statistiques sur l'environnement. Un programme intensif de production de statistiques sur l'environnement (enquêtes de base et comptabilité de l'environnement) a été lancé pour combler cette lacune. Plus de 10 nouvelles enquêtes ont été menées sur différents sujets (eau, déchets, dépenses consacrées à la protection de l'environnement). Par ailleurs, plusieurs études pilotes de comptabilité de l'environnement ont été menées dans le contexte du projet Eurostat.

6. Le présent document renferme une description du cadre espagnol de statistiques du développement durable et présente l'élaboration de statistiques de l'environnement. Le chapitre ci-après contient une description du système de statistiques du développement durable, y compris le cadre institutionnel, la production de statistiques du développement durable et le projet consacré aux indicateurs du développement durable. Le chapitre suivant renferme une présentation de la comptabilité de l'environnement et le dernier chapitre propose un résumé des nouvelles enquêtes sur l'environnement. Le document s'achève par quelques réflexions sur l'avenir des statistiques du développement durable.

STATISTIQUES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le cadre institutionnel espagnol du développement durable

7. La Constitution espagnole, en son article 45.2, dispose que «Les pouvoirs publics veilleront à l'utilisation rationnelle de toutes les ressources naturelles, afin de protéger et améliorer la qualité de la vie et de défendre et restaurer l'environnement, en ayant recours à l'indispensable solidarité collective.». Le paragraphe suivant stipule quant à lui que «Ceux qui violeront les dispositions du paragraphe précédent seront soumis, dans les termes que la loi établira, à des sanctions pénales ou, s'il y a lieu, à des sanctions administratives et ils seront obligés de réparer les dommages causés.». On constate que la Constitution espagnole, sans le nommer explicitement (il faudra attendre encore quelques années avant que le concept soit formulé en tant que tel dans les instances internationales), fait référence au concept de développement durable dans sa triple dimension économique, sociale et environnementale. L'action institutionnelle est également évoquée partiellement dans le texte de la Constitution.

8. En dépit de ce qui précède, la gestion de l'environnement est restée dispersée au sein de plusieurs ministères jusqu'à la création, en 1996, du Ministère de l'environnement, dont les compétences sont les suivantes:

- Surveillance de la flore, de la faune, des habitats et des écosystèmes naturels;
- Création d'une banque de données sur la nature;
- Statistiques et études thématiques;
- Évaluation de l'impact sur l'environnement.

9. Dans ce contexte, le Ministère de l'environnement et l'INE coordonnent leur production de statistiques par le biais d'un représentant permanent au sein de la commission interministérielle du Conseil supérieur de la statistique. Un accord-cadre de collaboration a été signé et complété par des accords spécifiques à chaque domaine d'activité portant également, le plus souvent, sur la collecte des données. La collaboration couvre aussi bien l'élaboration de bases de sondage ou l'adaptation de questionnaires que l'analyse des résultats définitifs des enquêtes et la rédaction de bilans de comptabilité de l'environnement.

10. Le Ministère de l'environnement est également responsable de l'élaboration du Plan stratégique en faveur du développement durable en Espagne, dont la version de 2001 est actuellement en cours d'actualisation. Dans le cadre de ce plan, les progrès seront mesurés par un ensemble d'indicateurs, et la stratégie sera soumise à des évaluations et à des révisions périodiques. Le Ministère de l'environnement coordonne les réseaux IONET espagnols de l'Espace économique européen (EEE), dont les points de contact sont répartis au sein des différentes communautés autonomes, qui contribuent pour une large part à la politique environnementale du pays. Il coordonne également les centres nationaux de référence au sein des administrations publiques. Certaines de ces administrations, le Ministère de l'agriculture par exemple, font un important travail de production de statistiques du développement durable.

Production de statistiques du développement durable

11. Le concept de développement durable était implicitement présent dans le système statistique espagnol dès la fin des années 80, et plus précisément dans les publications annuelles de l'INE sur les *Indicateurs sociaux de l'Espagne* et (à des intervalles plus longs) dans la *Perspective sociale de l'Espagne*. Dans ces travaux de synthèse statistique, l'INE présentait une importante série d'indicateurs relatifs à plusieurs domaines sociaux, notamment un chapitre entier consacré à un aspect désigné sous la rubrique «Environnement». Dans ce chapitre, dès le début, la question multiple du développement économique, de l'impact environnemental, des conséquences sociales et de l'action institutionnelle était abordée aux niveaux national et régional. Outre les indicateurs environnementaux, les indicateurs de cohésion sociale ou de morbidité liés à des causes environnementales sont, entre autres, systématiquement publiés par l'INE depuis 10 ans.

12. Actuellement, parallèlement à la production de statistiques sur l'environnement par l'INE et sur la base d'un cadre intégré d'enquêtes et de la comptabilité de l'environnement, un projet de diffusion systématique des indicateurs du développement durable est en cours d'exécution. Ce projet est présenté en détail plus loin.

13. L'activité statistique du Ministère de l'environnement est davantage tournée vers la production d'indicateurs environnementaux, qui figurent dans les rapports publiés chaque année ou à intervalles plus rapprochés, en vertu de l'approche établie dans le cadre de l'EEE. Depuis 1998, le Ministère de l'environnement publie le Rapport de synthèse, de même que le profil environnemental de l'Espagne. Les principaux sous-domaines relevant du domaine général de l'environnement (climat, atmosphère, eau, diversité biologique, déchets et autres) sont représentés dans ces rapports. Un tour d'horizon des différents secteurs se rapportant aux ressources naturelles (énergie, produits pétroliers, tourisme, système intégré d'administration et de certification environnementale) figure également dans ces rapports, de même que des questions telles que les dépenses publiques consacrées à l'environnement.

14. Dans un proche avenir, les indicateurs du développement durable qui seront produits par l'INE seront intégrés aux rapports du Ministère de l'environnement avec des objectifs cohérents, car le Ministère prévoit d'étendre la portée de son système d'indicateurs à la notion de durabilité dans le cadre du Plan stratégique national.

Indicateurs de durabilité dans différents secteurs

15. Afin de quantifier l'aspect environnemental dans tel ou tel secteur et l'intégration de cet aspect au développement durable, les secteurs d'activité économique les plus étroitement liés à l'utilisation des ressources naturelles ou à leurs effets négatifs sur l'environnement (agriculture, tourisme, industrie, énergie et transports) font l'objet d'une analyse statistique particulièrement approfondie dans le contexte de la démarche basée sur la notion de durabilité. Des rapports spécifiquement consacrés à ces secteurs sont régulièrement diffusés en Espagne, et les indicateurs sont partiellement intégrés au Profil environnemental établi par le Ministère de l'environnement. Il convient d'accorder une attention particulière au projet concernant les indicateurs agroenvironnementaux, intégrés au niveau européen par le biais d'une équipe spéciale d'Eurostat, avec la participation combinée de l'INE et du Ministère de l'environnement.

Autres éléments concernant le système d'information sur la durabilité

16. Un travail d'information important est également mené dans les milieux universitaires, économiques et associatifs. La récente inauguration de l'Observatoire de la durabilité en Espagne mérite d'être mentionnée. Il s'agit d'une entité indépendante fondée à l'automne 2004 avec la participation du Ministère de l'environnement et de la Fondation pour la diversité biologique. Son siège se situe à l'Université Alcala de Enares, à Madrid. Il a pour objectif un centre de référence d'envergure nationale chargé de recueillir, analyser et évaluer les informations quantitatives et qualitatives de base sur la durabilité en Espagne (situation, tendances et scénarios possibles) sous ses divers aspects (social, économique et écologique).

Projet de l'INE concernant les indicateurs du développement durable

17. La production par l'INE d'indicateurs du développement durable doit être considérée dans le contexte d'Eurostat. Elle est guidée par les priorités politiques du développement durable formulées lors de la réunion du Conseil de Göteborg en juin 2001. Les activités commencées par le Groupe de travail en avril 2002, qui se sont poursuivies jusqu'à la réunion d'avril dernier, ont abouti à la constitution d'une liste d'indicateurs suivant le cadre «forces motrices-pression-état-impact-réponse». Parmi les priorités de Göteborg, la dimension externe (mondialisation) de la stratégie du développement durable a, notamment, été examinée lors de la réunion du Conseil européen qui s'est tenue à Séville en 2002. Par la suite, a été ajoutée au projet d'Eurostat la dimension du développement économique, pour arriver aux 10 thèmes actuellement pris en compte, dont la structure pyramidale constituée de sous-thèmes et de domaines couvre les aspects économiques, sociaux, environnementaux et institutionnels du développement durable: développement économique; pauvreté et exclusion sociale; vieillissement de la société; santé publique; changement climatique et énergie; modèles de production et de consommation; gestion des ressources naturelles; bonne gouvernance; et mondialisation.

18. La participation de l'INE aux travaux d'Eurostat sur les indicateurs du développement durable a commencé parallèlement aux premières phases de l'élaboration du projet de statistiques de l'environnement de l'INE et avec l'amélioration des sources administratives en la matière, qui a permis une couverture plus large des indicateurs du développement durable définis dans le contexte de l'Union européenne. Un autre effort a également été entrepris en vue de produire des indicateurs du développement durable au niveau NUTS II, dont la couverture demeure insatisfaisante, même si des améliorations sont attendues prochainement du fait de la collaboration avec les collectivités régionales. La couverture nationale et régionale du projet d'Eurostat concernant les indicateurs du développement durable peut être illustrée comme suit:

**Indicateurs de développement durable proposés par l'équipe spéciale d'Eurostat.
INE (Espagne). Couverture par niveau géographique**

	Niveau I	Niveau II	Niveau III	Total
Nombre d'indicateurs proposés par l'équipe spéciale d'Eurostat	16	48	84	148
Indicateurs qui peuvent être fournis par l'INE	11	25	44	80
Couverture géographique				
– Nationale seulement	8	11	22	41
– Régionale	3	14	22	39

COMPTABILITÉ DE L'ENVIRONNEMENT

19. Le changement climatique, les ressources naturelles et les ressources en eau sont des enjeux essentiels dans le cadre du sixième Programme d'action communautaire pour l'environnement. Par ailleurs, les paramètres concernant les émissions de gaz à effet de serre, la consommation de matières et la production de déchets seront inclus dans le cadre de l'UE pour les indicateurs du développement durable.

20. Une des principales difficultés concernant les indicateurs du développement durable consiste à expliquer la façon dont les aspects économique, social et environnemental du développement social sont liés. Les cadres de comptabilité qui reposent sur une approche harmonisée de l'économie et des problèmes environnementaux particuliers semblent constituer l'instrument le plus précis pour décrire les liens existants entre les différents aspects.

21. Le Système des comptes économiques corrigés des incidences environnementales (SCEE), élaboré par l'ONU en 1993 et modifié en 2003, offre un cadre de comptabilité qui permet d'intégrer les informations économiques et les informations sur l'environnement de façon globale et cohérente. L'objectif du SCEE est de fournir une description détaillée du rapport entre environnement et économie. Pour ce faire, il est nécessaire de disposer de données sur l'environnement et l'économie basées sur des normes et des concepts de comptabilité équivalents.

22. Les études pilotes menées dans les pays de l'Union européenne au cours des années 90 permettent de conclure que le SCEE constitue un cadre adapté pour décrire les rapports entre économie et environnement. Son développement dépend du niveau de qualité des statistiques de référence.

23. La comptabilité de l'environnement espagnole a été réalisée grâce aux efforts entrepris par l'INE depuis quelques années pour mettre en œuvre un système de statistiques de l'environnement. Dans ce contexte, les enquêtes concernant les ressources en eau, les déchets et les dépenses consacrées à la protection de l'environnement constituent l'essentiel de la base statistique sur laquelle repose la comptabilité de l'environnement.

24. L'INE travaille sur l'ensemble des comptes appelé à constituer le cœur du système de comptabilité de l'environnement. Les comptes suivants ont été publiés:

- Comptes des ressources en eau pour 1997-2001;
- Comptes des émissions atmosphériques (1995-2000);
- Comptes des dépenses liées à la protection de l'environnement (1995-2001);
- Comptabilité des flux de matières (1996-2000);
- Comptes des ressources en bois sur pied (1995-2000).

Actuellement, l'INE travaille sur la comptabilité des ressources en eau et de l'énergie.

25. Ces comptes ont été élaborés suivant une structure et des caractéristiques identiques, ce qui permettra de les regrouper en vue de l'étude complète du système intégré des comptes de l'économie et de l'environnement.

26. L'élaboration d'un modèle de caractéristiques identiques au niveau des collectivités territoriales permet une description plus détaillée de la dimension géographique de l'état de l'environnement. Dans ce contexte, la ventilation régionale (NUTS II) de certains des tableaux de comptabilité de l'environnement constitue un objectif pour l'Espagne.

27. La première phase de l'élaboration du système de comptabilité de l'environnement est donc en voie d'achèvement. Une fois compilés, ces comptes constitueront une base d'information solide en vue de l'élaboration d'un système d'indicateurs du développement durable.

28. Les domaines prioritaires recommandés dans la Stratégie européenne de comptabilité de l'environnement en vue de l'harmonisation des procédures d'information à l'échelle de l'Union européenne (comptes des émissions atmosphériques et de l'énergie, comptes des flux d'eau (approvisionnement et consommation), comptes des flux de consommation de matières dans l'économie, comptes de dépenses de protection de l'environnement et comptes des industries de protection de l'environnement, écotaxes, comptes des ressources en bois sur pied, comptes des actifs du sous-sol (hydrocarbures)) ont été couverts dans leur quasi-totalité.

Comptabilité de l'eau

29. L'eau est une ressource naturelle essentielle au développement économique d'un pays. Le fait que la structure économique et sociale de l'Espagne se caractérise par une agriculture de plus en plus tournée vers les cultures d'irrigation et par un tourisme dynamique dont les éléments moteurs sont le soleil et l'eau permet d'affirmer que le futur développement de ces activités sera étroitement lié à la disponibilité de ressources en eau.

30. Compte tenu de l'importance de cette ressource, il convient de disposer des statistiques nécessaires pour donner des informations concernant la disponibilité et la qualité de l'eau, afin de pouvoir prévoir les mesures à prendre pour satisfaire la demande tout en protégeant la qualité. La mise en œuvre de la comptabilité de l'eau en Espagne est essentielle à l'élaboration des mesures politiques dans le secteur de l'hydrographie. La comptabilité de l'eau répond à la majorité des problèmes posés et permet d'étudier et de modéliser d'autres situations concernant cette ressource.

31. La comptabilité de l'eau constitue une comptabilité satellite dans le cadre général des comptes économiques nationaux; elle permet de déterminer et quantifier en détail, tant en termes physiques qu'en termes monétaires, les flux existants entre le système hydrographique et le système économique.

32. En ce qui concerne l'aspect territorial, les résultats des tableaux relatifs à l'approvisionnement en eau et au traitement des eaux usées et les comptes économiques ont été ventilés par région et exprimés en unités physiques et monétaires. Certaines données économiques et environnementales sont également ventilées sur la base des bassins hydrographiques, ce qui nous permettra de refléter les coûts réels par rapport aux prix payés dans chacun des bassins, conformément aux objectifs fixés dans la Directive-cadre sur l'eau.

Comptabilité des émissions atmosphériques

33. Pour résoudre le problème posé par le changement climatique, il a été décidé, en priorité, de fixer des seuils de concentration atmosphérique de gaz à effet de serre à un niveau qui ne provoque pas de perturbation importante du climat. Pour parvenir à cet objectif, il est nécessaire de mettre en œuvre des politiques sectorielles propres à promouvoir l'évolution des processus de production ou l'utilisation de sources d'énergie moins polluantes.

34. La réalisation de cet objectif passe par l'existence de statistiques fiables concernant les mesures des concentrations de substances polluantes dans l'atmosphère et les secteurs économiques qui influencent le plus ces niveaux d'émission. Un modèle théorique particulièrement utile à appliquer est celui des comptes satellites des émissions atmosphériques, qui peuvent être définis comme une méthode ordonnée de présentation des informations économiques accompagnées de données sur les émissions atmosphériques de substances polluantes.

Comptes des dépenses de protection de l'environnement

35. L'analyse du rapport coût/efficacité joue un rôle important dans les propositions des politiques en faveur de la protection de l'environnement, et la demande d'information est élevée,

notamment pour certains domaines: eaux d'écoulement, gestion de l'eau, diversité biologique et protection des paysages, impact des éco-industries sur l'activité économique et sur l'emploi.

36. Le Système européen de rassemblement de l'information économique sur l'environnement (SERIEE) constitue le cadre de la comptabilité des dépenses de protection de l'environnement.

37. Les comptes économiques des services et produits de protection de l'environnement couvrent les comptes de la production et de la création de revenus pour le traitement des eaux usées et la gestion des déchets, les activités secondaires de protection de l'environnement, l'analyse des financements et l'évaluation du coût net de la protection de l'environnement.

38. Cette comptabilité intègre les informations économiques concernant une partie du secteur de l'environnement aux autres rubriques du système, en mesurant les flux financiers liés à la protection de l'environnement et leur impact sur l'économie. La comptabilité des dépenses de protection de l'environnement est au cœur de ce dispositif; elle permet de surveiller les politiques menées pour prévenir, réduire et éliminer la dégradation de l'environnement.

Comptabilité des forêts

39. Les forêts espagnoles couvrent une superficie de 26,6 millions d'hectares, ce qui représente 52 % de la superficie totale du pays. Le Système européen de comptabilité intégrée de l'environnement et de l'économie pour les forêts offre un cadre propre à satisfaire tous les besoins d'information générale et à intégrer les aspects socioéconomiques et environnementaux.

40. Il s'agit d'un système intégré de comptabilité qui couvre les fonctions économiques des forêts en mettant un accent particulier sur l'approvisionnement en bois, mais aussi les fonctions non économiques (écologie et loisirs) des forêts.

41. Pour ce qui est des fonctions économiques des forêts, les comptes décrivent les actifs fonciers et les ressources en bois en termes physiques et monétaires, ainsi que leurs évolutions et les activités économiques et produits associés aux forêts (tableaux relatifs à la production et à la consommation), en termes physiques et monétaires.

42. Les fonctions non économiques des forêts ont essentiellement trait au stockage du carbone, aux activités de loisirs, à la diversité biologique et à sa préservation, et à la protection des sols et de l'eau.

43. Actuellement, sur la base des différentes sources d'information disponibles en la matière, nous avons établi, à titre d'estimation, les principaux tableaux de comptes du bois sur pied.

Comptabilité des flux de matières

44. Dans le contexte du nouveau concept de durabilité, il est essentiel de faire en sorte que les cadres du développement économique intègrent le facteur des ressources naturelles au même titre que le travail et le capital. L'utilisation des ressources naturelles doit par conséquent être mesurée, au même titre que le travail et le capital, au moyen d'indicateurs par habitant ou en termes de productivité.

45. L'approche basée sur la comptabilité et les bilans des flux de matières à l'échelle de l'économie génère des indicateurs qui permettent d'évaluer certains aspects du développement durable, tels que l'efficacité de l'utilisation des ressources ou l'impact de l'économie sur l'environnement.

46. Cette comptabilité permet de mesurer les flux de matières entre l'environnement et l'économie. Pour être fiables, l'interprétation et l'analyse des résultats exigent que les données soient exprimées en termes physiques (tonnes), compte tenu du fait que la forme et la composition des flux de matières évoluent en fonction des phases de production et de consommation.

Travaux en cours: comptabilité des déchets et comptabilité de l'énergie

47. Parallèlement aux comptabilités susmentionnées, qui sont déjà publiées et qui seront publiées régulièrement, nous élaborons actuellement une comptabilité des déchets et une comptabilité de l'énergie. Les résultats de ces travaux sont attendus pour cette année.

48. La protection de l'environnement exige une coordination entre les politiques de gestion des déchets et la politique économique et territoriale, basée, notamment, sur la prévention, le recyclage et la réhabilitation par d'autres mesures appropriées.

49. La comptabilité des déchets vise à déterminer et quantifier de façon structurée et détaillée (en termes physiques et matériels) les flux de matières qui se produisent entre l'environnement et l'économie. L'étude de l'activité de production des entités économiques qui fournissent des services de collecte et de traitement des déchets, de commerce de gros de ferraille et de déchets et de recyclage constitue par conséquent un élément important en la matière.

50. Cette comptabilité constitue une comptabilité satellite dans le cadre général de la comptabilité économique nationale et intègre des données sur la production, le recyclage et l'élimination des déchets, données essentielles à l'analyse et à la surveillance des politiques publiques. L'intégration des informations concernant les déchets et de l'information économique permet de se faire une idée précise de l'état où en sont les choses et d'évaluer dans le temps la situation des déchets en Espagne, tant au niveau national qu'au niveau régional.

51. Parallèlement à la comptabilité des émissions, la comptabilité de l'énergie peut être utilisée pour estimer les émissions liées à l'énergie, offrant un système cohérent qui permet de présenter de façon intégrée l'activité économique des différentes industries, la consommation d'énergie et les émissions dues à la production d'énergie.

ENQUÊTES CONSACRÉES À L'ENVIRONNEMENT

52. Cet intitulé général recouvre plusieurs enquêtes de l'INE. Toutes sont annuelles et chaque période couverte correspond à une année calendaire. La période de référence est l'année calendaire qui précède l'année de réalisation de l'enquête. Pour rendre l'utilisation de ces enquêtes plus aisée et respecter leur fonctionnement interne, elles sont le plus souvent regroupées au sein de trois grandes rubriques thématiques comportant chacune un objectif différent, ce qui n'empêche pas des recoupements entre les informations d'une rubrique à l'autre. Ces trois rubriques thématiques sont les suivantes: enquêtes sur l'eau; enquêtes sur les déchets;

et enquêtes sur les dépenses de protection de l'environnement. Elles sont décrites dans les lignes qui suivent.

Enquêtes sur l'eau

53. L'enquête sur l'approvisionnement en eau et le traitement de l'eau est principalement destinée à mesurer l'approvisionnement des zones urbaines et le traitement des eaux usées collectées par les réseaux d'assainissement des villes. Seules les unités physiques sont mesurées. Les enquêtes concernent l'ensemble des unités de la NACE-93 Rev.1, codes 41 («Collecte, purification et distribution de l'eau») et 90.01 («Collecte et traitement des eaux usées»). L'année 1998 a constitué la première année de référence pour cette enquête.

54. Le cadre de cette enquête procède de deux sources principales: le Registre central du commerce, complété par les unités agissant en vertu de contrats avec des entités locales. Ce cadre s'applique aux municipalités qui gèrent directement l'approvisionnement en eau.

55. Toutes les unités de la population sont sélectionnées, de sorte qu'aucun échantillonnage n'est réalisé. Les 17 communautés autonomes et les deux villes autonomes de Ceuta et Melilla constituent les régions géographiques visées aux fins de la diffusion des statistiques. Chaque entreprise couverte par l'enquête doit répondre à des questions concernant l'eau directement collectée et les achats et ventes d'eau auprès d'autres entreprises. Dans les deux cas, la provenance de l'eau (sols, nappes phréatiques, usines de dessalement ou autres) est indiquée. De plus, des questions relatives à la distribution de l'eau aux différents types de consommateurs et à la collecte et au traitement des eaux usées sont couvertes par l'enquête. Depuis 2002, 243 des 289 unités avaient répondu, soit un taux de réponse de 84,08 %.

56. Le principal objectif de l'enquête sur la consommation d'eau dans l'agriculture consiste à quantifier le volume d'eau utilisé pour l'irrigation par les exploitations espagnoles. Les unités prises en considération sont physiques et monétaires. Les unités prises en compte aux fins de l'enquête sont les opérateurs qui fournissent l'eau d'irrigation aux exploitations («Communautés d'irrigateurs»), énoncés dans le code 01.410 («Activités agricoles de service») de la NACE-93 Rev.1. La première année de référence a été 1999.

57. Le cadre de cette enquête est le Registre central des communautés d'irrigateurs, publié par le Ministère des travaux publics, des transports et de l'environnement depuis 1994. Les communautés d'irrigateurs qui alimentent 501 hectares et plus sont prises en compte aux fins de l'enquête, alors que dans les autres cas, il est procédé à un échantillonnage, l'échantillon n'ayant pas varié depuis le début de l'enquête. Depuis 2002, l'enquête a couvert 37,7 % de la superficie irrigable, pour un taux de réponse de 88,92 % des unités couvertes.

58. Les communautés d'irrigateurs prises en compte doivent fournir des informations quant à leur bilan comptable (recettes et dépenses courantes) et à leurs investissements. Concernant les investissements, les informations portent sur les achats de terres, les améliorations apportées aux réseaux de distribution et les achats d'équipement d'irrigation sous pression. Elles renferment par ailleurs des données sur l'emploi, l'eau disponible et l'eau fournie aux exploitations en fonction du type de culture et de la technique d'irrigation employée.

Enquêtes sur les déchets

59. L'enquête sur la collecte et le traitement des déchets urbains est essentiellement destinée à mesurer la production des unités dont l'activité principale est liée à la collecte et au traitement des déchets solides provenant du nettoyage de la voie publique et des zones urbaines et résidentielles. Les ordures ménagères et les déchets des petites entreprises sont donc également pris en compte. La population étudiée se compose des unités dont la principale activité correspond au code 90.02 («Collecte des déchets solides et tri sélectif») de la NACE-93 Rev.1. Le cadre a été élaboré à partir du Registre central du commerce, sur la base des communautés urbaines et des consortiums locaux ou régionaux dont les activités consistent, notamment, à nettoyer la voie publique et collecter et traiter les déchets urbains, conformément au Répertoire des communautés urbaines et des consortiums. La première année de référence a été 1998. Toutes les unités sont étudiées sans échantillonnage, et les unités physiques et monétaires sont prises en considération. L'enquête est conçue de façon à fournir des informations pour l'ensemble des régions (communautés autonomes).

60. Les unités sont invitées à fournir des informations sur les achats de marchandises destinées à être revendues et de matières premières. Elles fournissent également des données sur les dépenses liées aux services externes, tels que les loyers, les assurances et les services publics, ainsi qu'au personnel. En outre, les unités fournissent des informations sur la collecte des déchets urbains en fonction de leur destination finale et de leur origine, mais aussi sur le traitement des déchets en fonction du procédé utilisé et de sa répartition au niveau régional. En 2002, le taux de réponse s'est établi à 70,33 %.

61. Le principal objectif de l'enquête sur le recyclage et le traitement des déchets est de mesurer l'activité de production (en termes physiques et monétaires) des unités dont l'activité première a trait à la gestion des déchets. Elle porte sur le transport, l'élimination et le recyclage des déchets. La population étudiée se compose des unités correspondant aux codes 37 et 51.57 de la NACE-93 Rev.1. Le cadre a été établi à partir du Répertoire des licences de gestion des déchets et alimenté par chaque communauté autonome. La première année de référence de cette enquête a été l'année 2001.

62. Les unités agréées pour la gestion des déchets doivent répondre à des questions sur leurs achats et leurs dépenses (y compris les achats de marchandises destinées à la revente, de matières premières et de services externes), les loyers, les assurances, les services publics et le personnel. En outre, les unités étudiées fournissent des données concernant leurs recettes. En ce qui concerne les données sur les déchets, les unités sont tenues de fournir des informations sur la collecte et la gestion des déchets (en tonnes), suivant la Liste européenne des déchets agrégée par substance (codes à trois chiffres). Pour ce qui est de la collecte des déchets, une distinction est faite entre les déchets dangereux et les déchets non dangereux. Les déchets traités sont également classés suivant le procédé de traitement employé, y compris le recyclage. En 2002, le taux de réponse s'est établi à 80,09 %.

63. Cette rubrique comprend également des enquêtes sur la production de déchets, tant dans l'industrie que dans les services. De plus, des enquêtes pilotes ont été menées sur la production de déchets dans les secteurs de l'agriculture et de l'énergie en 2004, avec 2003 pour année de référence, et il est prévu de lancer en 2005 (avec 2004 pour année de référence) une nouvelle enquête pilote sur la production de déchets par les pêcheries.

64. Les enquêtes sur la production de déchets dans l'industrie sont principalement destinées à mesurer les quantités de déchets produites dans les activités relevant des rubriques C, D et E de la NACE-93 Rev.1. Sont donc couvertes par ces enquêtes les activités d'extraction, de transformation, de production et de distribution de gaz et d'électricité.

65. Depuis 2002, cette enquête est en fait constituée de deux enquêtes, une consacrée à la production de déchets dans l'industrie (hors métallurgie) et l'autre à la production de déchets par l'industrie métallurgique. Cette séparation s'explique par la nécessité de recueillir davantage d'informations concernant le secteur de la métallurgie. En 2004, il a été envisagé de procéder à une nouvelle distinction consistant à traiter séparément la production de déchets dans le secteur de l'énergie (année de référence: 2003). L'enquête sur l'industrie (hors métallurgie) s'adresse aux entités économiques locales employant 10 personnes ou plus, dont l'activité principale correspond aux codes 10 à 26 et 28 à 36. Un échantillonnage aléatoire en strates est réalisé à partir du Registre central du commerce (unités locales). Les strates sont définies par le point d'intersection des codes NACE (deux chiffres) et par la taille des unités locales mesurée en nombre d'employés. Les unités physiques et monétaires sont prises en considération.

66. Les unités étudiées sont tenues de fournir des données sur les déchets produits, exprimées en kilogrammes, conformément à la Liste européenne des déchets établie par substance (niveau de code à trois chiffres). La distinction entre déchets dangereux et non dangereux est également prise en compte. De plus, les répondants fournissent des informations concernant la collecte d'eau (exprimée en mètres cubes et en euros), avec un classement basé sur la provenance. Ils fournissent également des informations concernant le traitement des eaux usées, exprimées en unités physiques, classées en fonction des procédés utilisés. Comme indiqué précédemment, les données concernant l'eau et les eaux usées sont utilisées dans la rubrique statistique consacrée à l'eau. Enfin, chaque unité est tenue de communiquer des informations concernant sa consommation d'énergie, exprimée en termes physiques et monétaires, pour chaque source d'énergie. En 2002, un taux d'échantillonnage de 14,71 % a été appliqué pour sélectionner les unités locales aux fins de cette enquête, pour un taux de réponse de 96,24 %.

67. La population étudiée aux fins de l'enquête sur le secteur de la métallurgie est constituée des entités économiques locales employant au moins 10 personnes, dont la principale activité relève du code 27. Le cadre de cette enquête et la méthode d'échantillonnage sont comparables à ceux qui sont utilisés aux fins de l'enquête sur le secteur autre que la métallurgie.

68. Les unités sont tenues de fournir le même type de données. En 2002, 32,40 % des unités locales ont été sélectionnées aux fins de cette enquête, pour un taux de réponse de 93,61 %.

69. La population étudiée aux fins de l'enquête sur la production de déchets dans le secteur des services est constituée des entreprises employant au moins 10 personnes dont l'activité principale correspond aux rubriques G à O de la NACE. Les unités d'observation sont donc toutes des entreprises dans ce cas. Le cadre de cette enquête est constitué par le Registre central du commerce, à partir duquel un échantillonnage aléatoire en strates est réalisé. Les strates sont définies sur la base des points d'intersection entre les codes NACE (à deux chiffres) et la taille des entreprises mesurée en nombre d'employés. Les données sont exprimées à la fois en termes physiques et en unités monétaires.

70. Les questions posées ont trait à la quantité de déchets, qui doit être exprimée en kilogrammes, conformément à la Liste européenne des déchets agrégée par substance (niveau de codes à trois chiffres). La distinction entre déchets dangereux et déchets non dangereux est également prise en compte, et l'enquête comporte également des informations concernant la collecte de l'eau (exprimée en mètres cubes et en euros) et la consommation d'énergie (unités physiques et monétaires) pour chaque source d'énergie. Enfin, les répondants doivent fournir des informations concernant les mesures prises pour protéger l'environnement, en spécifiant les dépenses courantes et les dépenses d'investissement en euros. En 2002, le taux de réponse pour cette enquête s'est établi à 86,70 %.

Enquêtes sur les dépenses en faveur de la protection de l'environnement

71. Cette rubrique comporte exclusivement l'enquête sur les dépenses de protection de l'environnement. Elle couvre les entités économiques locales employant au moins 10 personnes, dont l'activité principale correspond aux rubriques C, D et E de la NACE. Les divisions 37 et 41 ne sont pas prises en compte, car une autre enquête leur est spécifiquement consacrée. Les unités d'observation sont les entités économiques locales et la méthode d'échantillonnage est identique à celle des enquêtes décrites plus haut. Dans ce cas précis, seules les unités monétaires sont prises en compte.

72. Les unités observées doivent fournir des informations sur les dépenses d'investissement, en distinguant les investissements consacrés à des équipements intégrés des investissements consacrés à d'autres équipements. Ils sont par ailleurs tenus de fournir des informations concernant leurs recettes courantes et les dépenses consacrées à la protection de l'environnement. En 2002, le taux de réponse pour cette enquête s'est établi à 84,96 %.

PERSPECTIVES D'AVENIR CONCERNANT LES STATISTIQUES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

73. L'INE entend développer les statistiques du développement durable autour des grandes orientations suivantes:

- Renforcement de la systématisation de la production des indicateurs appartenant au groupe d'indicateurs pris en compte dans le cadre du projet européen, amélioration constante des divers aspects qualitatifs des produits et des processus, et élargissement maximal du niveau NUTS II;
- Intégration de la production des indicateurs, d'une part, et de l'élaboration d'une comptabilité de l'environnement et analyse des résultats des enquêtes spécifiques, d'autre part;
- Promotion du développement de sources administratives de qualité utiles à l'élaboration d'indicateurs du développement durable;
- Optimisation de la coopération entre producteurs et utilisateurs, et entre producteurs eux-mêmes, d'indicateurs du développement durable (Ministère de l'environnement, Observatoire du développement durable, Ministère de l'agriculture, et autres);

- Surveillance de la pertinence, de la cohérence et d'autres aspects qualitatifs des nouvelles séries d'indicateurs du développement durable susceptibles d'être produits dans le cadre du système des statistiques publiques espagnoles;
- Facilitation de l'accès et conseils d'experts concernant l'utilisation des indicateurs produits par l'INE qui n'ont pas strictement trait à l'environnement mais qui touchent au développement durable.
